COMMUNE DE SAINT-AUBIN-LE-CAUF

Département de la Seine-Maritime

=====

COMPTE-RENDU

DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 28 FEVRIER 2022

Etaient présents : MM. et Mmes DEQUESNE, BOULIER, CHESNEL, DEBOEUF, DOLE, FECHY,
LECOMTE-LEHMANN, LEPELLEY, LETOUE, TARLIE

Etaient absents : Mmes et M. LABOULLE, COURTOIS, LELIEVRE (pouvoir à M. BOULIER)

Secrétaire de séance : Mme DOLE

I) **COMPTE-RENDU DE LA REUNION PRECEDENTE**

Le Conseil municipal approuve le compte-rendu de la réunion du 17 décembre 2021.

Abstention : 1
Contre : 1
Pour : 9

II) **COMPTE ADMINISTRATIF 2021**

22-01 Compte administratif 2021

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Madame LECOMTE Christiane, doyenne de l'assemblée, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2021 dressé par Monsieur DEQUESNE Christophe, Maire, **qui ne participe pas au vote**, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

Pour : 10
Contre : 0
Abstention : 1

1°) Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	ou	ou	ou	ou	ou	ou
	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent
Résult rep + Affect		335 478,55		117 957,77		453 436,32
Opérations de l'exercice	524 791,21	659 942,21	484 036,95	273 985,36	1 008 828,16	933 927,57
TOTAUX	524 791,21	995 420,76	484 036,95	391 943,13	1 008 828,16	1 387 363,89
Résultats de clôture		470 629,55	92 093,82		92 093,82	470 629,55
Restes à réaliser			124 274	122 678		

2°) Constate, pour la comptabilité, les identités de valeur avec les indications du compte de gestion, relative au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés, à titre budgétaire, des différents comptes;

Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

III) COMPTE DE GESTION 2021

22-02 Compte de gestion 2021

Le Conseil Municipal :

pour : 9
contre : 0
abstention : 2

- Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,
- Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2021,

- Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2020, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a prescrit de passer dans ses écritures,

1°) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021, y compris celles relatives à la journée complémentaire;

2°) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires;

3°) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives;

déclare :

que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2021 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

IV)

AFFECTATION DU RESULTAT

22-03 Affectation du résultat

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2021,

Statuant sur l'affectation des résultats de l'exercice 2021 ;

Constatant que le compte administratif présente :

- un excédent de 470 629,55 € en section de fonctionnement
- un déficit de 92 093,82 € en section d'investissement,
- des restes à réaliser s'élevant à 124 274 € en dépenses
et à 122 678 € en recettes,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Pour : 9

Contre : 1

Abstention : 1

décide d'affecter les résultats suivants :

En section d'investissement

- Affectation de la somme de 92 093,82 € en déficit reporté au compte 001.
- Affectation de la somme de 93 689,82 € au compte 1068

En section de fonctionnement

- Affectation de la somme de 376 939,73 € en excédent reporté au compte 002.

22-04 Taux d'imposition

Le Maire propose au Conseil Municipal de ne pas augmenter la pression fiscale et de reconduire, pour l'année 2022, les mêmes taux d'imposition que pour l'année 2021.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré :

Pour : 9
 Contre : 2
 Abstention : 0

- Approuve la proposition du Maire,
- Adopte, pour l'année 2022, les taux d'imposition communaux suivants :
 - FB : 46,80
 - FNB : 46,45

22-05 Subventions aux associations

Après avoir entendu Monsieur TARLIÉ, sur proposition du Maire,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

pour : 10
 contre : 0
 abstention : 1

décide d'allouer les subventions de fonctionnement suivantes, pour l'exercice 2022 :

Associations communales :

- Club de l'Amitié	500 €
- Anim'Saint Aubin le Cauf	2 500 €
- Coopérative Scolaire	0 €
- MAM Chant des Lutins	1 800 €
- SAUFC	1 000 €
- SNVV	500 €
- AVCA	500 €
- Huttiers et pêcheurs Saint-Aubinois	1 200 € (dont 500€ subv.exceptionnelle)
- APEDE	0 €
- Société de chasse Mont Raoult	400 €

- Varenne Association Sport et Jeunesse 100 €
- Pinceaux et aiguilles 200 €

Autres associations :

- Association Jubilée : 100 €
- Fondation du Patrimoine 100 €

Ces sommes seront inscrites au budget primitif de l'exercice 2022.

VII) CONVENTION AVEC LA SPA

22-06 Convention avec la SPA

Le Maire propose au Conseil municipal de reconduire l'aide financière à la SPA de Dieppe sur les mêmes bases que celles acceptées en 2021, à savoir 1 € par habitant.

En contrepartie, la SPA de Dieppe prend en charge les animaux errant sur le territoire communal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Pour : 10
 Contre : 0
 Abstention : 1

- Décide de reconduire en 2022 le partenariat avec la SPA de Dieppe,
- Décide d'allouer, comme en 2021, une subvention sur la base de 1 € par habitant, soit 850 €. Cette somme sera inscrite au budget de l'exercice 2022.

VIII) TEMPS DE TRAVAIL AU 01 JANVIER 2022

22-07 Temps de travail au 1^{er} janvier 2022

Le Maire de Saint-Aubin-le-Cauf

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,

Vu la Loi n° 2008-351 du 16 avril 2008 relative à la journée de solidarité,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Considérant qu'un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

Considérant le courrier électronique adressé à la commune (ou établissement) par l'autorité préfectorale le 24 janvier 2022 rappelant l'obligation de délibérer concernant le temps de travail des agents.

Considérant la saisine du comité technique intercommunal du 7 mars 2022

1 Sur la fin du régime dérogatoire du temps de travail

Le Maire expose au Conseil Municipal que l'article 47 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit que les collectivités territoriales et les établissements publics qui avaient maintenu un régime dérogatoire du temps de travail mis en place antérieurement à la publication de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale disposaient d'un délai d'un an à compter du renouvellement de leurs assemblées délibérantes pour définir, les règles relatives au temps de travail de leurs agents et ainsi garantir l'effectivité des 1607h.

A ce titre, le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune de Saint-Aubin-le-Cauf ne bénéficie pas de ce type de régime dérogatoire. Aucune réduction de la durée annuelle de travail n'a été instaurée pour tenir compte de sujétions liées à la nature de certaines missions et à la définition de certains cycles de travail qui en résultent.

Par conséquent, la durée annuelle de travail des agents est bien conforme aux 1607h, dès lors qu'ils sont à temps complet. Les 1607h annuelles sont bien évidemment proratisées pour les agents à temps non complet et à temps partiel.

2 Sur la durée annuelle des congés annuels et les autorisations spéciales d'absence

Le Maire poursuit et rappelle que le nombre de jours de congés annuels des agents de Saint-Aubin-le-Cauf est déterminé conformément au décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels. Pour une année de service accompli entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, la durée des congés annuels est ainsi égale à cinq fois leurs obligations hebdomadaires de service (*5 X le nombre jours travaillés dans la semaine*). Ainsi, un agent travaillant 5 jours par semaine bénéficiera de 25 jours de congés annuels. En outre, un jour de congé supplémentaire est attribué pour les seuls agents dont le nombre de jours de congé pris en dehors de la période du 1^{er} mai au 31 octobre est de cinq, six ou sept jours ; il est attribué un deuxième jour de congé supplémentaire lorsque ce nombre est au moins égal à huit jours durant la même période.

Par ailleurs, le Maire précise que la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit également que les agents bénéficient d'autorisations spéciales d'absence liées à la parentalité, à l'annonce d'une pathologie chronique nécessitant un apprentissage thérapeutique ou d'un cancer chez l'enfant et à l'occasion de certains événements familiaux. Ces autorisations spéciales d'absence n'entrent pas en compte dans le calcul des congés annuels. Un décret en Conseil d'État déterminera prochainement la liste des autorisations spéciales d'absence et leurs conditions d'octroi et précisera celles qui sont accordées de droit. Dans cette attente, le Maire explique que les agents de Saint Aubin le Cauf peuvent bénéficier de telles autorisations mais sous réserve d'en présenter la demande et qu'il les accorde notamment au regard du motif et des nécessités du service.

3 Sur le nombre de jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT)

-Le Maire précise que l'organe délibérant n'a pas mis en œuvre une organisation pouvant conduire à l'attribution de jours d'ARTT, tous les agents de la commune à temps complet étant placés sous le régime des 35 heures par semaine.

4 Sur la journée de solidarité

-Il rappelle au Conseil Municipal que la journée de solidarité est aujourd'hui effectuée par les agents de la manière suivante (*cochez la case correspondante*) :

- Le travail d'un jour férié précédemment chômé autre que le 1^{er} mai ;
- Le travail d'un jour de réduction du temps de travail tel que prévu par les règles en vigueur ;
- Un jour ouvrable non habituellement travaillé dans la collectivité ;
- La répartition du nombre d'heures dues sur plusieurs journées ou réalisé par les agents tout au long de l'année civile (lorsqu'il existe une possibilité de contrôle automatisé possible de la réalisation de ces heures) ;
- Toute autre modalité permettant le travail de sept heures précédemment non travaillées, à l'exclusion des jours de congé annuel.

Le Maire conclut en indiquant que la commune de Saint Aubin le Cauf respecte bien l'ensemble de ces dispositions et garantit ainsi la réalisation effective des 1607h pour ses agents à temps complet.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Pour : 10
Contre : 0
Abstention : 1

22-08 Entretien extérieur de la commune

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que suite à l'arrêt prolongé de Monsieur LAUMIER, il a été décidé de faire appel à de petites entreprises pour l'entretien extérieur de la commune : entretien du cimetière, entretien des massifs, fauchage des sentes, entretien des îlots et haies rue Claude Groulard.

C'est l'entreprise EXZECO qui a été retenue pour un montant de 3 900 € TTC. Entretien de mars à octobre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

Pour : 9
Contre : 0
Abstention : 2

- Reconnaît la nécessité de faire appel à une entreprise pour l'entretien extérieur de la commune.
- Approuve le devis de l'entreprise EXZECO pour un montant de 3 250 € HT soit 3 900 € TTC
- Donne tout pouvoir au Maire pour faire réaliser ces travaux.

22-09 Couverture de la pergola

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que afin de mettre en valeur la pergola au sein de la halte touristique multiservices, il a été décidé de couvrir la toiture par du bois. Elle sera constituée de bardeaux de châtaignier avec un dessous en frise de sapin traité.

Suite à la commission d'appel d'offres du 23 février, c'est l'entreprise TP BOIS qui a été retenue pour un montant de 11 840,72 € HT soit 14 208,86 € TTC.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

Pour : 10
Contre : 0
Abstention : 1

- Reconnaît la nécessité de couvrir la toiture de la pergola en bois de châtaignier
- Approuve le devis de l'entreprise TP BOIS pour un montant de 11 840,72 € HT soit 14 208,86 € TTC
- Autorise le maire à demander les subventions possibles auprès de l'Etat au titre de la DETR ainsi qu'au Département
- Donne tout pouvoir au Maire pour faire réaliser ces travaux.

22-10 Installation de plateaux ralentisseurs

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que, sous réserve de la réunion avec la Direction des Routes le 1^{er} mars, il a été décidé d'installer des plateaux ralentisseurs aux quatre entrées et sorties de la commune.

Suite à la commission d'appel d'offres du 23 février, c'est l'entreprise EUROVIA qui a été retenue pour un montant de 23 764 € HT soit 28 516,80 € TTC pour les quatre plateaux. Longueur du plateau 8 mètres + 2 rampes de 1,50 m

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

Pour : 10

Contre : 1

Abstention : 0

- Reconnaît la nécessité de sécuriser les entrées et sorties de la commune en aménageant des plateaux ralentisseurs
- Approuve le devis de l'entreprise EUROVIA pour un montant de 23 764 € HT soit 28 516,80 € TTC
- Autorise le maire à demander les subventions possibles auprès du Département
- Donne tout pouvoir au Maire pour faire réaliser ces travaux.

22-11 Réfection partielle des trottoirs

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que les trottoirs doivent être refaits rue Claude Groulard, du garage à la rue Edmond Manoury et retour jusqu'à la boulangerie + la route de la source aux abords de la mairie.

Suite à la commission d'appel d'offres du 23 février c'est l'entreprise EUROVIA qui a été retenue pour un montant de 63 994,60 € HT soit 76 793,52 € TTC.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

Pour : 9

Contre : 2

Abstention : 0

- Reconnaît la nécessité de refaire partiellement les trottoirs rue Claude Groulard et route de la Source aux abords de la Mairie
- Approuve le devis de l'entreprise EUROVIA pour un montant de 63 994,60 € HT soit 76 793,52 € TTC
- Autorise le maire à demander un fond de concours auprès de la Communauté de Communes Falaises du Talou

- Donne tout pouvoir au Maire pour faire réaliser ces travaux.

22-12 Réfection du mur du cimetière

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le mur du cimetière a besoin d'être consolidé. Rebouchage des trous et réalisation d'un enduit projeté avec toile fibrée sur les deux côtés. C'est l'entreprise MUE qui a été retenue pour un montant de 3 000 € TTC

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

Pour : 10
Contre : 0
Abstention : 1

- Reconnaît la nécessité de consolider le mur du cimetière des deux côtés
- Approuve le devis de l'entreprise MUE pour un montant de 3 000€ TTC
- Donne tout pouvoir au Maire pour faire réaliser ces travaux.

22-13 Escalier au PN102

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal qu'il a été décidé de créer un escalier en béton pour accéder directement au PN102 par la place Christian Pajot. C'est l'entreprise MUE qui a été retenue pour un montant de 1 250 € TTC comprenant la réalisation de l'escalier en béton ferrailé et fourniture et pose d'une rampe inox.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

Pour : 10
Contre : 1
Abstention : 0

- Reconnaît la nécessité de créer un escalier pour accéder directement au PN 102 par la place Christian Pajot
- Approuve le devis de l'entreprise MUE pour un montant de 1 250€ TTC
- Donne tout pouvoir au Maire pour faire réaliser ces travaux.

22-14 Remise en état de la toiture de l'église

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal qu'une partie de la toiture de l'église doit être remise en état par le remplacement de 12 mètres de gouttières et d'ardoises cassées.

C'est l'entreprise TOIT A TOI qui a été retenue pour un montant de 1 027,10 € HT soit 1 129,81 € TTC.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

Pour : 9
Contre : 1
Abstention : 1

- Reconnaît la nécessité de remettre en état une partie de la toiture de l'église afin d'éviter toute infiltration d'eau
- Approuve le devis de l'entreprise TOIT A TOI pour un montant de 1 027,10 € HT soit 1 129,81 € TTC
- Donne tout pouvoir au Maire pour faire réaliser ces travaux.

22-15 Remise en état de la toiture de la mairie

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que la toiture de la mairie doit être nettoyée par un démoussage complet. De plus il est nécessaire de remplacer les ardoises cassées ou manquantes.

C'est l'entreprise un TOIT A TOI qui a été retenue pour un montant de 1 599,50 € HT soit 1 759,45 € TTC.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

Pour : 9
Contre : 1
Abstention : 1

- Reconnaît la nécessité de nettoyer la toiture de la mairie par un démoussage complet ainsi que le remplacement d'ardoises cassées ou manquantes
- Approuve le devis de l'entreprise TOIT A TOI pour un montant de 1 599,50 € HT soit 1 759,45 € TTC.
- Donne tout pouvoir au Maire pour faire réaliser ces travaux.

22-16 Achat d'une table de ping pong pour l'aire de jeux

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que, pour compléter l'aire de jeux, il a été décidé d'acheter une table de ping pong béton.

La pose sera faite par nos soins. Le mobilier sera acheté chez DMC DIRECT pour un montant de 1 209 € HT soit 1 450,80 € TTC

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

Pour : 9
Contre : 0
Abstention : 2

- Reconnaît la nécessité de compléter l'aire de jeux par une table de ping pong
- Approuve le devis de l'entreprise DMC DIRECT pour un montant de 1 209 € HT soit 1 450,80 € TTC
- Donne tout pouvoir au Maire pour effectuer l'achat

22-17 Achat d'un tourniquet pour l'entrée du stade communal

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal qu'afin d'éviter l'entrée des deux roues sur le stade, il a été décidé d'installer un tourniquet à l'entrée du stade.

L'achat sera réalisé chez ACTUS pour un montant de 929,80 € HT soit 1 115,76 € TTC. La pose sera effectuée par nos soins.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

Pour : 10
Contre : 0
Abstention : 1

- Reconnaît la nécessité de d'investir dans un tourniquet pour l'entrée du stade communal afin d'éviter les deux roues de pénétrer à l'intérieur
- Approuve le devis de l'entreprise ACTUS pour un montant de 929,80 € HT soit 1 115,76 € TTC.
- Donne tout pouvoir au Maire pour effectuer cet achat

XI)

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

Pas de question.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 20.

C. DEQUESNE	P. BOULIER	P. CHESNEL	D. COURTOIS ABSENT
F. DEBOEUF	M. DOLÉ	C. FECHY	E. LABOULLE ABSENTE
C. LECOMTE-LEHMANN	C. LELIEVRE POUVOIR	L. LEPELLEY	C. LETOUE
M. TARLIÉ			